

En ce 2ème anniversaire des massacres, l'ex-Premier ministre confesse une terrible naïveté face aux réelles motivations du FPR qu'il cautionna de manière décisive — avant d'être poussé vers la sortie...



F. Twagiramungu

RWANDA: CRUELLE ERREUR

**Les aveux de
Faustin
Twagiramungu
"Hutu de service"
malgré lui**

... par Kukoye Mushana ...

Tout pour plaire. Quant Faustin Twagiramungu devient Premier ministre en 1994, après le désastre qui a suivi l'assassinat du président Juvénal Habyarimana le 6 avril 1994, et l'entrée du Front patriotique rwandais (FPR), rébellion tutsie à Kigali, on ne trouvait pas de mots assez élogieux pour saluer le courage cet intellectuel «Hutu modéré». Le chef du Mouvement démocratique républicain (MDR), l'ex-opposant au régime du président Juvénal Habyarimana qui s'était mis au service de son pays a accepté la primature. Lui même est loin de mettre en doute la sincérité de ses nouveaux alliés du FPR qui selon lui, ne seraient pas un instrument au service de la cause de l'hégémonie tutsie, mais un mouvement pour la libération du Rwanda. «Faustin le courageux Hutu», est le chef d'un exécutif dirigé par le président Pasteur Bizimungu, un autre Hutu : qui oserait donc croire que le FPR puisse être taxé de groupe revanchard anti-Hutu? Ou commettre les mêmes exactions que le régime qu'il vient de renverser? Dans une communauté internationale dominée par le règne de la pensée unique, dont les organisations internationales non gouvernementales se font l'écho, on ne jure que par le génocide des Tutsis et de leurs alliés «Hutus modérés». Une fois au pouvoir, Twagiramungu se rend compte que la guerre du FPR n'est pas aussi propre qu'on le dit, les militaires du FPR

eux aussi commettent des massacres sur les populations civiles hutues. A l'intérieur du pays le bilan est désastreux: meurtres collectifs (Kibeho en avril 1995, 4000 à 8000 morts), arrestations arbitraires, disparitions, détention sans jugement. Twagiramungu a cru bon de dénoncer ce qu'il appelle «l'autre génocide», la réponse de l'homme fort de Kigali, le général Paul Kagamé est foudroyante: «Qui êtes-vous Monsieur, pour critiquer l'armée qui vous a mis à ce poste?»

Le 28 août 1995, Faustin Twagiramungu est contraint à rendre son tablier avec certains des membres de son gouvernement (dont un, Seth Sendashonga, a échappé à Nairobi à un assassinat ourdi par un diplomate rwandais en poste dans la capitale kenyane) et s'est exilé en Belgique où il a reçu notre collaborateur Kukoye Mushana, peu avant de créer son propre parti. Aujourd'hui il souhaite un rôle accru de la France, de la Belgique et l'Allemagne au Rwanda, se félicite du projet de loi français de poursuivre les criminels de guerre rwandais en France, et déplore la lenteur des travaux du tribunal pénal international sur le Rwanda. Avant de confier ses états d'âme sur : son divorce avec le FPR, ses rapports avec Paul Kagamé, le double génocide, le conflit Hutu/Tutsi, la mission des Nations unies sur le Rwanda, la mort du président Habyarimana, le retour des réfugiés et son impossible travail de Premier ministre...

• **Africa International: Êtes-vous encore un «Hutu modéré»?**

Faustin Twagiramungu : Quand je suis entré en politique en 1990, je n'avais pas prévu d'être catalogué comme tel. L'important pour moi était d'avoir des idées, de se battre pour un système démocratique à l'intérieur du pays. Je n'ai jamais pensé que les Hutus devaient diriger seuls le Rwanda, sans faire

participer les Tutsis et de même pour les Tutsis. Le pouvoir d'un seul groupe n'est pas possible chez nous. Je préfère donc le titre de «démocrate» à celui de «Hutu modéré», car le mot «modéré» désigne en réalité celui qui accepte le pouvoir du FPR. Là on se trompe: je n'ai pas accepté les méthodes de l'ancien régime, je n'accepte pas non plus celles du FPR.

• **Vous passez tout de même pour le Hutu qui a favorisé la prise du pouvoir par le FPR...**

F.T. : Non, je refuse cette lecture des événements. Le FPR a pris les armes, privilégiant une forme de combat qui n'est pas politique, alors que nous souhitions une Conférence nationale pour que les rebelles déposent les armes et viennent discuter avec nous à Kigali.

83/7

RWANDA

Je n'ai jamais dit oui aux armes du FPR : ce sont ces armes qui ont amené Habyarimana à entrer aussi en guerre. Je n'endosse pas la responsabilité des combats militaires. Nous avons, dans le passé, sous le gouvernement dirigé par Dismas Nsengiyaremyé, organisé des conférences de paix, même avec le FPR à Bruxelles en juin 1992, pour faire entendre la voix de la raison. Je suis un des promoteurs des Accords de paix d'Arusha; malheureusement, ceux qui ont choisi la voie des armes ont imposé leur logique. Pour nous, les partisans du FPR étaient des Rwandais comme nous avec qui il fallait discuter. L'histoire dira qui a eu raison.

• **Pourquoi avez-vous finalement quitté le gouvernement du FPR, après avoir été un de ses plus ardents avocats ?**

F.T: Parce que je me suis rendu compte que le FPR ne voulait pas respecter les accords d'Arusha. Quand j'ai décidé de rentrer à Kigali le 14 juillet 1994 et que je suis devenu Premier ministre, je croyais être en mesure de collaborer avec mes partenaires du FPR et mettre en application ces Accords. Le FPR prétend à présent qu'ils n'existent plus dans la lettre, mais seulement dans leur esprit, insaisissable par définition, ce qui lui permet de faire n'importe quoi, comme changer les articles du texte. A titre d'exemple, le poste de vice-président actuellement occupé par le général Paul Kagamé n'était pas prévu à Arusha, de même que la présence de députés militaires à l'Assemblée nationale rwandaise et l'appropriation de l'administration (bourgmestres, préfets et sous-préfets) par le FPR; tout cela est inquiétant. Pourquoi je n'ai pas démissionné plus tôt ? Et bien j'ai voulu privilégier l'intérêt national, pensant pouvoir amener le FPR à la raison. Mais ce mouvement a utilisé des manœuvres pour créer la confusion et utilisé le parlement pour faire démissionner certains de mes collaborateurs et moi-même. Naturellement ce sont des pratiques que j'ai découvertes une fois sur place, sinon je ne serais pas venu.

• **Avez-vous aujourd'hui le sentiment d'avoir servi de «caution morale et d'allibi ethnique» au FPR ?**

F.T: Aujourd'hui, c'est sûr; j'ai fait ce constat en cours de route. Le FPR voulait créer une image floue pour tromper l'opinion publique internationale en lui faisant croire que les Accords d'Arusha étaient appliqués, qu'il y avait un Premier ministre hutu issu de l'opposition du Mouvement démocratique révolutionnaire (MDR), des ministres issus du parti social-démocrate et démocrate chrétien. On nous a fait jouer un rôle, une parade; nous



Paul Kagamé (à g.) et Pasteur Bizimungu : «l'homme fort» et le «Hutu de service»

étions des pions au service du FPR et c'est gênant, en tant que Premier ministre, de réaliser qu'on a été utilisé, qu'on ne peut pas prendre de décision ni les influencer, qu'on ne fait qu'annoncer le Conseil des ministres sans le présider. Quand le président de la République a nommé des ministres MDR, leur parti n'était même pas consulté. C'était devenu le cafoouflage total.

• **Certains parlent aujourd'hui d'un «nouvel ordre ethnique» au Rwanda...**

F.T: Oh, personnellement je n'en ai jamais douté. Le FPR veut consolider son pouvoir en écartant tout ce qui peut influencer différemment l'opinion ou les structures sociales et administratives. Il veut faire disparaître tous les Hutus qui savent lire et écrire et imposer un pouvoir de minorité au nom d'une philosophie toute simple : avant la révolution de 1959, les Tutsis détenaient tous les pouvoirs au Rwanda sans qu'on ne mentionne un pouvoir de minorité politique; aujourd'hui ils veulent revenir à 1959 en se disant que, s'il n'y avait pas eu l'intervention de tiers pour déranger «l'ordre séculaire» qui leur a assuré le pouvoir, ils seraient encore aux affaires. Le FPR s'emploie à adresser des critiques acerbes à l'Eglise rwandaise qui, selon lui, aurait collaboré avec les dirigeants Hutus. Le FPR veut combattre aussi ceux qui ont pris le pouvoir aux Tutsis en 1959 et ceux qui critiquent le règne «normal» de la minorité d'aujourd'hui.

• **Vous avez fait récemment état d'exactions commises sur les populations hutues du Rwanda; vos affirmations ont été mises en doute par certains ...**

F.T: Les chiffres ont été contestés peut-être, pas les exactions. On assiste à un double génocide au Rwanda. Ces critiques ne sont pas nouvelles de ma part. Le 8 décembre 1994, j'ai fait une déclaration à la radio nationale devant un journaliste de la presse internationale qui n'a pas voulu reporter l'événement. Mais j'ai bien précisé qu'il y a eu des tueries au Rwanda et j'ai incité le peuple rwandais à créer un cadre de réconciliation pour qu'on essaye d'oublier ce qui s'est passé et aller de l'avant. Cette décision n'a pas plu au FPR. Paul

Kagamé était en mission à l'étranger et le président Bizimungu n'a rien dit. A son retour, Kagamé m'a répondu à la radio, et de quelle manière ! Par des insultes en kinyarwanda. Pourtant, mon rapport provient d'éléments fournis très discrètement par des militaires du FPR eux-mêmes, et aussi par des paysans.

• **Qu'entendez vous par double génocide ?**

F.T: Ecoutez, il faut manier le terme avec prudence. Certains croient que nous utilisons ce mot pour minorer ou dissimuler le génocide des Tutsis — ce n'est pas le cas. Il y a eu génocide des Tutsis, c'est une réalité, mais il y a eu aussi le massacre des Hutus, même si je ne veux pas tomber dans un calcul macabre. Les chiffres ne sont pas absolus, mais en terme de relativité, il y a eu beaucoup plus de Hutus tués dans certaines préfectures que de Tutsis. Alors, tout en reconnaissant le génocide des Tutsis et des Hutus de l'opposition qu'on disait leurs complices, je dois également admettre qu'il y a eu de la part du FPR, à partir d'avril 1994, des massacres sélectifs et planifiés de Hutus. Là-dessus, on ne peut pas me contredire. Qu'est-ce que le génocide ? En ce qui me concerne, le génocide est le fait de singulariser une ethnie en vue de l'éliminer ou la faire taire, et au Rwanda il y a eu deux génocides; demandez aux paysans, ils vous le diront. Nous avons échappé au premier génocide; on se demande si on peut échapper au deuxième. Comment qualifier un régime qui, pour consolider son pouvoir veut faire taire une ethnie?

• **Justement, à propos de comptabilité macabre, salt-on aujourd'hui combien de Rwandais ont été tués dans le drame que le pays a connu après l'assassinat du président Habyarimana en avril 1994 ?**

F.T: Question pertinente. On a exhibé des chiffres de toutes sortes, chacun avait les siens: le Haut-Commissariat aux réfugiés, la Croix rouge, le professeur Gérard Prunier, le FPR, etc. Que retenir ? 800.000 Tutsis tués sur un million vivant au Rwanda ou un million de tués sur un million...? Qui gouvernerait alors à Kigali ? Je pense sérieusement que le nombre peut se situer autour de centaines de milliers, y compris ceux tués par le FPR. Il y a eu récemment une première enquête indépendante du journal français «Libération»; il faut comprendre que la situation est difficile au Rwanda; on révèle le massacre des Hutus et les chiffres ont leur importance. Au camp de Kibeho par exemple, il y a eu des milliers de Hutus tués et le président Pasteur Bizimungu a déclaré que «nous n'avons tué que 336 personnes». Mais même s'il ne s'agissait que de 20 personnes, tout dépend des conditions et

motivations! Vous vous souvenez des massacres de Sharpeville en Afrique du sud, il y a combien de tués? 69 personnes: cela a suffi pour changer le cours de l'histoire.

Il y a eu de nombreux rapports sur le drame rwandais, dont celui de Gersony et le René Degni-Segui; lequel vous semble plus proche de la réalité?

F.T: Le premier n'a pas été publié parce que l'on a contesté la méthode de travail, la durée (trois mois) et il a été mis sous embargo. Quant à Degni Segui, son rapport souffre de nombreuses lacunes; il est parti avec des préjugés, ignore totalement le kinyarwanda et a recueilli ses témoignages grâce à des interprètes fournis par le FPR! Le travail s'est donc fait sans indépendance, et tous ces gens croient connaître le Rwanda mieux que les Rwandais; quant il y a des massacres de Hutus, on parle de petits actes de vengeance indirectes. Ce n'est pas sérieux. Comment voulez-vous faire du bon travail dans un pays quadrillé par les militaires du FPR, quand les enquêteurs ne sont pas libres et les paysans ont peur?

Êtes-vous favorable au retrait de la Mission des Nations Unies pour le Rwanda (Minuar)?

F.T: Non, pour des raisons spécifiques de sécurité; il existe encore des risques d'exactions au Rwanda pour les réfugiés et les ONG ne pourront plus y travailler tranquillement. L'armée du FPR ne peut pas sécuriser les gens, surtout quand il s'agit d'un régime qui tue discrètement. Il fallait donc renforcer le rôle de la Minuar. En voulant faire rentrer les réfugiés par force avec l'accord du HCR, le Zaïre n'y est pas parvenu, malgré le tapage des ONG. On a arrêté quelques meneurs et alors? Les gens refusent de rentrer parce que ils ont aussi que leurs biens sont occupés définitivement par d'autres. La communauté internationale se désintéresse du Rwanda et passe le relais à l'humanitaire, des ONG, avec leur système de travail et leurs priorités. Un premier sommet devait se tenir à Tunis sur les pays des Grands Lacs; le FPR a déclaré forfait, attendant d'abord le départ de la Minuar, pour ne pas à affronter cette question là-bas. Paul Kagamé ne cache pas qu'il est l'homme fort; il a sans ménagement désavoué publiquement le président Pasteur Bizimungu qui s'est prononcé en faveur du maintien de la Minuar au Zaïre.

Le FPR refuse l'arrivée au Rwanda de certains experts et fait partir les ONG qui l'ont soutenu; pourquoi ce revirement?

F.T: Certains experts s'intéressaient un peu

trop aux prisons surpeuplées de Kigali et voulaient un jugement rapide; le FPR ne veut pas qu'on révèle ce qui se passe dans le pays pour garder l'image héroïque qu'il avait avant d'entrer dans Kigali. Mais d'un autre côté, certains experts intéressent le FPR, surtout les instructeurs militaires venus d'Ouganda. Pour

Quant à Degni Segui, son rapport souffre de nombreuses lacunes; il est parti avec des préjugés, ignore totalement le kinyarwanda et a recueilli ses témoignages grâce à des interprètes fournis par le FPR!

les ONG, quand l'humanitaire conduit aux questions des droits de l'homme, le FPR n'aime pas trop.

Vous parlez «d'homme fort de Kigali» à propos de Paul Kagamé; quel genre de relations entreteniez-vous avec lui, en tant que Premier ministre?

F.T: Ce n'est pas bien indiqué aujourd'hui de singulariser qui que ce soit, mais sur l'homme, son caractère et sa politique, les gens se sont trompés. Kagamé est un militaire; toutes ses décisions sont militaires, les civils n'ont rien à dire. Le principe de Kagamé et de ses amis c'est: nous avons gagné le pouvoir par les armes et on dirige, c'est tout. Il a déclaré en décembre 1994 que je n'avais rien à dire parce que je n'avais pas participé au combat.

Le président Pasteur Bizimungu, non plus, n'a rien à dire?

F.T: C'est sûr, le problème rwandais est mal compris. Beaucoup d'entre nous avons soutenu le FPR au maquis, mis en place des partis politiques d'opposition à l'intérieur du Rwanda depuis 1991. Il y a eu une concertation avec le régime Habyarimana qui avait accepté de partager le pouvoir durant une période transitoire. En 1992, nous avions un gouvernement et le FPR était au maquis: c'est notre travail qui a permis de décrier le pays. Le président Bizimungu a rejoint le FPR en 1990 au mois d'août, mais à l'expérience, je ne vois pas du tout son pouvoir puisque toutes les décisions sont confisquées. Pour la communauté internationale, tout va bien: le président du Rwanda est un Hutu.

On se souvient que l'ancien ministre des Affaires étrangères démissionnaire, Jean Marie Vianney Ndagijimana, avait été accusé d'avoir détourné de l'argent. Confirmez-vous ces accusations ou alors c'était une cabale politique?

F.T: Franchement, comme je vous ai dit tout à l'heure, je ne voudrais pas personnaliser les

problèmes, en ce qui concerne Ndagijimana, existe des témoins mais je ne suis pas juge. Il a eu le courage de quitter le premier, mais son départ était motivé par autre chose.

Des informations laissent entendre que vous craignez aujourd'hui une alliance entre le FPR et l'armée burundaise?

F.T: Je ne crains pas cette alliance puisque elle existe déjà... (rires). Ce sont des alliances discrètes; je sais que les militaires rwandais soutiennent de temps à autre leurs collègues du Burundi. Par intérêt et aussi par méthode, des jeunes recrues du Rwanda se rendent au Burundi. Le FPR est une armée de maquisards alors que celle du Burundi est plus classique avec une motivation de classe sociale distincte, consciente que si la démocratie s'installe là-bas, ils perdront le pouvoir. C'est pourquoi le président Melchior Ndadaye (un Hutu, NDLR), élu en juin 1993, a été tué. Des militaires tutsis ne voulaient pas que la majorité politique puisse s'exprimer. Si cette armée reste au pouvoir, cela fait l'affaire du FPR pour consolider son règne au Rwanda.

Deux années après l'assassinat du président Juvénal Habyarimana, on ne connaît toujours pas les véritables commanditaires?

F.T: Sur la mort, il y a deux thèses, celle des extrémistes de son parti, l'ex-parti unique le Mouvement révolutionnaire pour le développement (MNRD) et celle du FPR, c'est aux enquêteurs de trancher. A l'intérieur du Rwanda, une tension régnait au sein du parti de l'ex-président contre les Accords d'Arusha signé par lui. Il y avait des manoeuvres dilatoires mais le chef d'Etat était favorable à son application. Quant au FPR, qui avait plus d'intérêt que lui à la disparition des présidents Habyarimana et de Cyprien Ntaryamira du Burundi? Pas les Rwandais de l'intérieur...

Le FPR a dressé une liste de 60000 «génocisseurs» présumés; qui sont-ils d'après vous, des dignitaires de l'ancien régime?

F.T: Il en existe parmi eux, mais soyons sérieux: tous les collaborateurs de Habyarimana ne sont pas des génocisseurs. Il faut établir convenablement les dossiers pour savoir qui a comploté contre qui. Parmi les 60000 personnes détenues aujourd'hui au Rwanda ne figure aucun dignitaire de l'ancien régime, rien que des paysans et des intellectuels hutus faiseurs d'opinion. Et 60% d'entre eux au moins sont innocents et en attente de jugement depuis une année. Et on s'étonne que les réfugiés rwandais installés au Zaïre ne rentrent pas. ■